

Intervention du Vice-président Vredeling concernant la politique de l'Emploi en Europe.

"Ce sont actuellement les banquiers qui gouvernent l'Europe". C'est par cet aphorisme que M. Henk Vredeling, vice-président de la Commission européenne a résumé dans une interview qui a été publiée récemment dans divers journaux régionaux néerlandais, les griefs qu'il nourrit à l'égard de la politique sociale et économique menée par les Etats membres de la Communauté.

M. Vredeling a déclaré : "Tous les pays de la CE mènent actuellement une politique monétaire restrictive visant à combattre efficacement l'inflation. L'intention est excellente mais le moyen est trop unilatéral. La tendance à pratiquer une politique monétariste - dans la mesure où l'on ne peut parler d'un choix délibéré, comme en Angleterre - a des conséquences graves pour l'emploi. Le prix à payer est vraiment trop élevé".

Donnant un exemple d'approche trop unilatérale, M. Vredeling désigne la République fédérale d'Allemagne : "Même l'Allemagne a toujours mené une politique monétaire relativement restrictive. Mais cela se passait dans le cadre d'une politique parfaitement cohérente dans les domaines économique et social". M. Vredeling montre aussi qu'au départ le système monétaire européen avait cette même cohérence pour objectif : "Lorsque les 9 ont décidé en décembre 1978 d'instituer le SME, ils sont aussi convenus d'arrêter des "mesures d'accompagnement" en vue de développer une politique économique et sociale communautaire. En outre, de telles mesures seraient nécessaires pour permettre aux pays pauvres de la CEE (Italie et Irlande) de se maintenir au niveau économique de leurs grands frères du SME, principalement de l'Allemagne. Mais on n'a pratiquement abouti à rien".

"La coopération monétaire n'a eu aucun effet dans le domaine économique et social. Il n'y a jamais eu de politique européenne de l'emploi. C'est très sagement, d'ailleurs, que les chefs de gouvernement ont décidé le report (à l'année prochaine) de la deuxième phase du SME. Je redoute que la mise en application de cette deuxième phase n'intervienne au détriment de l'emploi".

Une récente déclaration des chefs de gouvernements européens annonçant que "les efforts déployés dans la Communauté pour lutter contre le chômage structurel devaient être intensifiés et mieux coordonnés" a amené M. Vredeling à faire le commentaire suivant : "Rien n'est plus grave que d'avoir des responsabilités et d'être sans pouvoir. Dans la CE, le pouvoir appartient au Conseil européen qui incite la Commission européenne à se mettre au travail mais refuse de lui concéder davantage de pouvoir".

M. Vredeling reconnaît que dans la situation actuelle le mouvement syndical est le dos au mur. "Si l'on demande au gouvernement de mener une politique axée davantage sur la préservation de l'emploi, les syndicats doivent être prêts eux aussi à faire preuve davantage de souplesse. Ainsi, la compensation automatique complète des prix ne peut dans une telle situation rester une condition sine qua none. Mais il faut alors quelque chose en échange, par exemple en ce qui concerne la nouvelle répartition du travail, la participation et la répartition de l'accroissement de patrimoine".

Le commissaire européen a encore indiqué qu'en France des négociations entre le gouvernement et les partenaires sociaux avaient récemment abouti à une solution du problème de la nouvelle répartition du travail. Même la CGT, qui est la grande centrale communiste, y a adhéré.

Depuis le début de l'année, la présidence italienne du Conseil s'est efforcée de réunir les ministres de l'économie et des finances et ceux des affaires sociales afin de permettre une discussion commune de la politique de l'emploi. Les ministres de l'économie et des finances ne se sont pas rendus à cette invitation. Pour M. Vredeling, ils se comportent comme des autruches qui se fourent la tête dans le sable à l'approche du danger. Toute approche européenne communautaire fait défaut. Ce sont les banquiers qui gouvernent l'Europe, pas à la suite d'un coup de force, mais tout simplement parce que les autres, c'est-à-dire les gouvernements, ne font pas leur travail", a encore déclaré le vice-président Vredeling.